



Chapitre A-7

LOI SUR L'ADOPTION

SECTION I

DÉFINITIONS

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:
- « société d'adoption reconnue »; a) « société d'adoption reconnue »: toute société d'adoption reconnue conformément à l'article 12;
- « tribunal »; b) « tribunal »: la Cour de bien-être social;
- « règlement »; c) « règlement »: tout règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi;
- « ministre ». d) « ministre »: le ministre des affaires sociales.
- 1969, c. 64, a. 1; 1970, c. 42, a. 17.

SECTION II

CAS OÙ L'ADOPTION PEUT AVOIR LIEU

- Conditions d'adoption. **2.** L'adoption ne peut intervenir qu'aux conditions prévues par la présente loi; elle ne peut être prononcée que dans l'intérêt de l'enfant.
- 1969, c. 64, a. 2.

- Adoptants. **3.** Seuls peuvent adopter un enfant:
- a) les époux faisant vie commune;
- b) le nouveau conjoint du père ou de la mère d'un enfant légitime;
- c) les époux séparés de corps judiciairement ou de fait ou l'un d'eux, s'ils ont adopté *de facto* l'enfant avant leur séparation;
- d) une personne non mariée, pourvu que l'enfant soit du même sexe qu'elle.

- Adoption prononcée par le tribunal. Le tribunal peut toutefois prononcer l'adoption malgré la différence de sexe entre l'adopté et l'adoptant si celui-ci est le père, la mère ou un autre ascendant de l'enfant ou s'il est un veuf ou une veuve qui avait déjà adopté de fait l'enfant avant le décès de son conjoint.

1969, c. 64, a. 3.

- Âge de l'adoptant. **4.** L'adoptant doit avoir au moins dix-huit ans de plus que l'adopté, à moins que ce dernier ne soit son enfant ou celui de son conjoint, ou à moins que le tribunal ne décide de passer outre à cette exigence.
1969, c. 64, a. 4.
- Foi religieuse. **5.** L'adoptant ou l'un des conjoints adoptants doit professer la foi religieuse à laquelle appartient l'adopté.
 Exception. Le tribunal peut toutefois passer outre à cette exigence si l'enfant a déjà été adopté de fait par l'adoptant.
 Exception. Le premier alinéa ne s'applique pas lorsque l'enfant n'appartient à aucune religion ou fait partie d'une société religieuse qui n'exige pas l'identité de foi chez l'adoptant et chez l'adopté.
1969, c. 64, a. 5.
- Adoption d'un enfant mineur naturel. **6.** L'enfant mineur naturel ne peut être adopté que dans les cas suivants:
 a) avec le consentement du père et de la mère si les deux en assument de fait le soin, l'entretien ou l'éducation; sinon, avec le consentement de celui qui, de son père ou de sa mère, en assume de fait le soin, l'entretien ou l'éducation, ou avec le consentement de l'un ou l'autre dans les autres cas;
 b) lorsque ni le père ni la mère ni un ascendant de l'enfant n'en a assumé de fait le soin, l'entretien ou l'éducation pendant au moins six mois avant qu'il ait été placé en vue de son adoption.
1969, c. 64, a. 6.
- Adoption d'un enfant mineur légitime. **7.** L'enfant mineur légitime ne peut être adopté que dans les cas suivants:
 a) lorsqu'il est orphelin de père et de mère et qu'aucun ascendant n'en assume le soin, l'entretien ou l'éducation;
 b) lorsqu'il est orphelin de père ou de mère, que l'adoptant est son ascendant et que le consentement de l'époux survivant a été obtenu;
 c) lorsque le mariage de ses père et mère a été annulé ou a été dissous par décès ou divorce, que l'adoptant est le nouveau conjoint de l'une des parties au mariage annulé ou dissous et que le consentement de l'autre partie à ce mariage, si elle survit, a été obtenu;
 d) lorsque ni son père ni sa mère ni un autre ascendant n'en assume de fait le soin, l'entretien ou l'éducation depuis plus d'un an et que, de l'avis du tribunal, il est improbable qu'un d'eux en reprendra la charge;
 e) lorsque son père ou sa mère est atteint d'une maladie mentale qui le rend inapte à en prendre soin, que l'avenir de l'enfant en est

compromis, que l'adoptant est son ascendant et que le consentement du parent survivant, capable de le donner, a été obtenu;

f) lorsque son père n'est pas le mari de sa mère, nonobstant l'article 218 du Code civil, et que ni son père, ni sa mère ni un de ses ascendants n'en a assumé de fait le soin, l'entretien ou l'éducation pendant au moins six mois avant qu'il ait été placé en vue de son adoption.

1969, c. 64, a. 7.

Adoption d'un majeur.

8. Une personne majeure ne peut être adoptée que par les personnes qui l'ont nourrie, entretenue et élevée comme leur enfant propre pendant sa minorité.

1969, c. 64, a. 8.

Consentement d'un enfant de 10 ans ou plus.

9. L'adoption ne peut avoir lieu qu'avec le consentement de l'enfant, s'il est âgé de dix ans ou plus, sauf s'il ignore son adoption de fait et si son comportement habituel à l'égard de l'adoptant peut être interprété par le tribunal comme un consentement tacite; toutefois, lorsque l'enfant de moins de quatorze ans refuse son consentement, le tribunal peut différer l'adoption pour la période de temps qu'il indique ou, nonobstant le refus, prononcer l'adoption.

1969, c. 64, a. 9.

Consentement requis.

10. L'adoption ne peut non plus avoir lieu qu'avec le consentement du tuteur ou du curateur de l'enfant, s'il en est, et celui de la société d'adoption reconnue qui a eu en dernier lieu charge de l'enfant dans le cas où le père et la mère de l'enfant sont inconnus ou l'ont abandonné.

1969, c. 64, a. 10.

Forme et validité.

11. Tout consentement donné en vertu des articles qui précèdent doit être écrit; il est valide nonobstant la minorité de son auteur.

1969, c. 64, a. 11.

SECTION III

SOCIÉTÉS D'ADOPTION ET PLACEMENT EN VUE DE L'ADOPTION

Société d'adoption reconnue.

12. Le ministre peut reconnaître, pour les fins de la présente loi, toute société d'adoption qui se conforme aux règlements.

1969, c. 64, a. 12.

- Pouvoirs. **13.** Toute société d'adoption reconnue peut, sous l'autorité du ministre, prendre charge des enfants abandonnés et placer, en vue de leur adoption, les enfants qui peuvent être adoptés en vertu de la présente loi.
1969, c. 64, a. 13.
- Conditions pour accorder une requête en adoption. **14.** Aucune requête en adoption ne peut être accordée si l'enfant qui en fait l'objet n'a été placé en vue de son adoption conformément à la présente section et s'il n'a vécu avec l'adoptant pendant au moins six mois avant la date à laquelle la requête est présentée au tribunal.
1969, c. 64, a. 14.
- Personne où l'enfant peut être placé. **15.** Un enfant ne peut être placé en vue de son adoption qu'auprès d'une personne qui désire l'adopter, et qui peut l'adopter en vertu de la présente loi.
1969, c. 64, a. 15.
- Placement par personne autre que société. **16.** Un enfant dont l'adoption est permise par la présente loi peut être placé en vue de son adoption, par une personne autre qu'une société d'adoption reconnue, pourvu qu'avis en soit donné au ministre.
- Absence d'avis. Toutefois, l'absence d'un tel avis n'empêche pas le tribunal de prononcer ultérieurement l'adoption pourvu qu'un rapport écrit d'une société d'adoption reconnue établisse, à la satisfaction du tribunal, qu'aucun inconvénient sérieux n'en est résulté.
1969, c. 64, a. 16.
- Garde après placement. **17.** À compter de la date à laquelle un enfant est placé en vue de son adoption conformément à la présente section, son père, sa mère, ses ascendants ni son tuteur ne peuvent en obtenir la garde sans l'autorisation du tribunal.
- Avis à la société d'adoption. Lorsque l'enfant a été placé en vue de son adoption par une société d'adoption reconnue, avis de toute demande en vue d'obtenir la garde de l'enfant doit être donné à cette société d'adoption.
1969, c. 64, a. 17.

SECTION IV

REQUÊTE EN ADOPTION

- Requête et juridiction. **18.** La demande d'adoption est faite par l'adoptant au moyen d'une requête adressée au tribunal du district de son domicile ou, si

- le requérant n'a pas son domicile dans le Québec, au tribunal du domicile de l'enfant.
- Requête et juridiction. La requête peut aussi être présentée au tribunal du district de la société d'adoption reconnue qui avait, antérieurement et en dernier lieu, charge de l'enfant.
- 1969, c. 64, a. 18.
- Mineur adoptant. **19.** Le mineur adoptant a la capacité de présenter la requête en adoption sans être autorisé ni assisté.
- 1969, c. 64, a. 19.
- Conjoint partie à la requête. **20.** Si le requérant est marié, son conjoint doit se porter partie à la requête sauf dans le cas prévu au paragraphe c du premier alinéa de l'article 3 et sauf en cas d'incapacité légale.
- 1969, c. 64, a. 20.
- Avis. **21.** Lorsqu'un consentement requis en vertu de la présente loi n'est pas produit avec la requête, un avis d'au moins dix jours doit être signifié à la personne dont le consentement fait défaut, de se présenter devant le tribunal, pour donner son consentement, à la date et à l'heure indiquées dans l'avis.
- Signification. La signification est faite en la manière prescrite par le Code de procédure civile.
- 1969, c. 64, a. 21.
- Avis à d'autres personnes. **22.** Le tribunal peut, s'il le juge à propos, ordonner la signification de l'avis prévu à l'article 21 à toute autre personne qu'il indique.
- Autres consentements. Il peut aussi exiger tous autres consentements qu'il estime nécessaires.
- 1969, c. 64, a. 22.
- Dispense de consentement. **23.** Si, après la signification prévue aux articles 21 et 22, les personnes dont le consentement est requis font défaut de comparaître ou si, comparaisant, elles ne s'opposent pas à l'adoption, ou si elles refusent abusivement d'y consentir, le tribunal peut passer outre.
- 1969, c. 64, a. 23.
- Contenu de la requête. **24.** La requête peut indiquer, pour l'adopté, un nom patronymique et des prénoms, ainsi que les noms d'un parrain et d'une marraine.
- 1969, c. 64, a. 24.

- Rapport écrit de société reconnue. **25.** L'adoption ne peut être prononcée que si un rapport écrit d'une société d'adoption reconnue est produit. Ce rapport doit statuer sur les qualités et aptitudes requises de l'adoptant pour élever convenablement l'enfant et sur la manière dont l'enfant a été traité par l'adoptant et sa famille.
- Autres preuves. Le tribunal peut requérir toute autre preuve qu'il estime nécessaire.
1969, c. 64, a. 25.
- Huis clos. **26.** La requête en adoption est présentée et instruite à l'audience ou en chambre, mais, dans tous les cas, à huis clos.
1969, c. 64, a. 26.
- Nouvelle demande. **27.** Le jugement refusant la requête en adoption ne fait pas obstacle à une nouvelle demande fondée sur des faits nouveaux.
1969, c. 64, a. 27.
- Aucun droit. **28.** Les procédures prévues par la présente loi ne comportent paiement d'aucun droit ou honoraire au trésor public.
1969, c. 64, a. 28.
- Copie de jugement à la société d'adoption. **29.** Le greffier du tribunal doit transmettre gratuitement à la société d'adoption qui a produit le rapport prévu à l'article 25 une copie du jugement accordant ou refusant l'adoption, et au ministre un avis de tout jugement rendu en vertu de la présente loi.
1969, c. 64, a. 29.
- Illégitimité non mentionnée. **30.** Le dossier de la requête, le jugement et les registres du tribunal ne doivent en aucun cas mentionner l'illégitimité de l'adopté; mais le jugement doit indiquer la date et le lieu de sa naissance, s'ils peuvent être établis, de même que, le cas échéant, la date de son baptême et les noms du parrain et de la marraine.
- Confrontation évitée. Dans les cas visés aux articles 17, 21 et 22, le tribunal doit prendre les mesures requises pour que les personnes qui réclament la garde d'un enfant ou dont le consentement est requis pour l'adoption d'un enfant, ne soient pas confrontées avec les adoptants et ne puissent les identifier ni être identifiées par eux.
1969, c. 64, a. 30.
- Dossiers confidentiels. **31.** Les dossiers du tribunal, les archives des sociétés d'adoption et les documents transmis au ministre sont confidentiels.

Exception par jugement. Le tribunal qui a rendu le jugement d'adoption peut toutefois, à la requête d'une personne qui établit un intérêt compatible avec le plus grand bien de l'adopté, l'autoriser, par jugement écrit et versé au dossier, à consulter les dossiers du tribunal et, au besoin, à en obtenir des extraits.

1969, c. 64, a. 31.

SECTION V

REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL

Transmission du certificat
du jugement. **32.** Le greffier du tribunal ou toute société d'adoption reconnue indiquée par le tribunal doit transmettre un certificat du jugement d'adoption, rédigé suivant la formule 1 de l'annexe, au dépositaire du double registre de l'état civil tenu par la société religieuse à laquelle appartient l'adoptant ou l'un des conjoints adoptants, ou au dépositaire du double registre tenu en vertu de l'article 53a du Code civil, au lieu indiqué dans le jugement.

1969, c. 64, a. 32.

Adoptant domicilié hors du
Québec. **33.** Lorsque l'adoptant est domicilié hors du Québec, le certificat du jugement d'adoption est transmis au lieu où se trouve la société d'adoption reconnue qui a produit le rapport prévu à l'article 25.

1969, c. 64, a. 33.

Transcription du certificat. **34.** Le dépositaire du double registre doit y transcrire immédiatement le certificat du jugement d'adoption et inscrire en marge, à la date de naissance de l'adopté, les nom et prénoms de ce dernier et un renvoi à l'année et à la page contenant la transcription du certificat.

1969, c. 64, a. 34.

Effet de la transcription. **35.** Le certificat ainsi transcrit équivaut à un acte de l'état civil et annule l'acte de naissance antérieur de l'adopté.

1969, c. 64, a. 35.

Document transmis par le
greffier. **36.** Le greffier du tribunal ou la société d'adoption reconnue indiquée par le tribunal doit aussi transmettre au dépositaire du double registre où a été consigné l'acte de naissance de l'adopté ou un certificat de jugement d'adoption antérieur, un document rédigé suivant la formule 2 de l'annexe.

Transcription en marge. Ce document doit être immédiatement transcrit en marge de l'acte

- de naissance de l'adopté ou du certificat du jugement d'adoption antérieur.
- Adopté né dans une autre province ou à l'étranger. Dans les cas où l'adopté est né dans une autre province ou à l'étranger, copie du jugement d'adoption doit être transmise au registraire de la province dont il s'agit ou, s'il s'agit d'un pays étranger, au ministre de la justice du Québec qui la transmet par voie diplomatique au fonctionnaire exerçant des fonctions équivalentes, dans ce pays étranger, à celles du registraire général d'une province.
- 1969, c. 64, a. 36; 1969, c. 26, a. 115.
- Copie des notes marginales au protonotaire. **37.** Le dépositaire du double registre doit transmettre sans délai une copie attestée par lui des notes marginales qu'il a inscrites au registre conformément à l'article 34, au protonotaire de la Cour supérieure du district, qui doit immédiatement les insérer à l'endroit voulu dans le registre déposé aux archives.
- Copie au ministre. Il doit aussi transmettre une copie de ces notes au ministre des affaires sociales.
- 1969, c. 64, a. 37; 1970, c. 42, a. 17.

SECTION VI

EFFETS DE L'ADOPTION

- Effets du jugement. **38.** À compter de la date du jugement prononçant l'adoption:
- a) l'adopté devient, à tous égards et à l'égard de tous, l'enfant légitime de l'adoptant et celui de son conjoint si ce dernier s'est porté partie à la requête d'adoption;
 - b) l'adopté a légalement le nom patronymique et les prénoms que le tribunal lui a attribués dans le jugement d'adoption;
 - c) les parents, le tuteur ou les gardiens de l'adopté perdent, à l'endroit de ce dernier, les droits et sont libérés à son égard des devoirs établis par la loi, sauf, le cas échéant, l'obligation de rendre compte.
- 1969, c. 64, a. 38.
- Certificat de naissance. **39.** Sur demande du certificat de naissance d'un enfant adoptif, le dépositaire du registre de l'état civil doit fournir un certificat rédigé suivant la formule 3 de l'annexe.
- Adoption par nouveau conjoint. Toutefois, lorsqu'il s'agit de l'adoption par le nouveau conjoint du père ou de la mère d'un enfant légitime ou adoptif, le dépositaire doit rédiger le certificat suivant la formule 4 de l'annexe.
- 1969, c. 64, a. 39.

Effet d'une adoption
subséquente.

40. Lorsqu'une seconde demande d'adoption est accordée, tout ce qui a pu résulter légalement d'un premier jugement d'adoption prend fin, sauf ce qui concerne l'intérêt que peut avoir l'enfant dans les biens qui lui ont été dévolus pendant la durée de la première adoption.

1969, c. 64, a. 40.

SECTION VII RÈGLEMENTS

Réglementation.

41. Le gouvernement peut adopter des règlements concernant:

- a) les conditions requises de toute société d'adoption qui désire être reconnue par le ministre, les conditions qu'elle doit remplir et les renseignements qu'elle doit fournir;
- b) la régie interne et la gestion des affaires des sociétés d'adoption reconnues;
- c) la comptabilité et la vérification des livres des sociétés d'adoption reconnues ainsi que les rapports et statistiques qu'elles doivent fournir et les registres qu'elles doivent tenir;
- d) les soins à donner aux enfants dont les sociétés d'adoption reconnues ont la garde, ou qui ont été placés en vue de leur adoption, ainsi que la surveillance qui doit être exercée sur eux;
- e) la forme et la teneur de tout avis qui doit être donné en vertu de la présente loi, ainsi que le délai dans lequel il doit être donné;
- f) toute autre matière requise pour l'application de la présente loi.

Entrée en vigueur sur
publication.

Les règlements adoptés en vertu du présent article entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

1969, c. 64, a. 41.

SECTION VIII DISPOSITIONS FINALES

Infraction et peine.

42. Quiconque enfreint sciemment une disposition de la présente loi concernant le caractère confidentiel d'une procédure ou d'un dossier d'adoption, ou viole le caractère confidentiel d'une telle procédure ou d'un tel dossier, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas \$1,000 ou d'un emprisonnement n'excédant pas un an ou des deux peines à la fois.

1969, c. 64, a. 42.

Infraction et peine. **43.** Toute personne qui place un enfant en vue de son adoption et qui omet de donner au ministre l'avis prévu à l'article 16, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas \$100.

1969, c. 64, a. 43.

Infraction et peine. **44.** Toute personne autre qu'une société d'adoption reconnue qui donne ou reçoit, ou accepte de donner ou de recevoir, directement ou indirectement, un paiement, un bénéfice ou une récompense, pour obtenir ou procurer l'adoption d'un enfant ou pour procurer à qui que ce soit un enfant ou contribuer à ce qu'il soit placé en vue de son adoption, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas \$2,500 ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux ans, ou des deux peines à la fois.

Exception. Le présent article ne s'applique pas lorsqu'un parent ou allié d'un enfant verse ou accepte de verser à l'adoptant ou à toute personne auprès de laquelle l'enfant est placé en vue de son adoption, des sommes d'argent pour le soin, l'entretien ou l'éducation de cet enfant.

1969, c. 64, a. 44.

Application de la loi. **45.** Le ministre des affaires sociales est chargé de l'application de la présente loi.

1969, c. 64, a. 48; 1970, c. 42, a. 17.

Les articles 6 et 7 de la présente loi seront modifiés lors de l'entrée en vigueur des articles 150 et 151 du chapitre 20 des lois de 1977, à la date ou aux dates qui seront fixées par proclamation du gouvernement.

ANNEXE

FORMULES

1.—(*Article 32*)*Certificat du jugement d'adoption*

Province de Québec,

District de.....

Cour de bien-être social

No de 19.....
(année)Jugement est intervenu le
(date du jugement)ordonnant l'adoption par
(nom de l'adoptant)et par
(nom de fille de l'épouse de l'adoptant)de province de Québec,
(paroisse, s'il y a lieu, et municipalité)Canada, de
(nom de l'adopté)né(e) le à
(jour, mois, année)et baptisé(e) (s'il y a lieu) le
(jour, mois, année).....
(parrain)(s'il en est fait mention
dans le jugement).....
(marraine)et ordonnant la transcription du présent certificat dans le double
registre de
(identifier le registre).....
(signature)

(sceau)

Greffier de la Cour de
bien-être social.

1969, c. 64, formule 1.

2.—(*Article 36*)*Attestation d'adoption*

L'adoption de ,
(*nom antérieur de l'enfant*)

né le
(*date*)

à ,
(*paroisse, s'il y a lieu, et municipalité*)

a été prononcée par jugement de la Cour de bien-être social du district
de

.....
(*date d'expédition de l'avis*)

.....
(*signature*)

.....
(*sceau*)

*Greffier de la Cour de
bien-être social.*

1969, c. 64, formule 2.

4.—(*Article 39*)

Certificat de naissance

Le soussigné certifie que
 (nom de l'adopté)
 issu(e) du mariage
 (fils ou fille)
 de
 (nom du père et nom de fille de la mère de l'enfant avant son adoption)
 et, selon un jugement d'adoption rendu le
 (jour, mois, année)
 par la Cour de bien-être social du district de
 dossier de
 (numéro) (année) (fils ou fille)
 adoptif(ve) de
 (nom de l'adoptant ou des adoptants)
 de
 (paroisse, s'il y a lieu, et municipalité)
 province de Québec, Canada, est né(e) le
 (jour, mois, année)
 (et, s'il en est fait mention dans le certificat du jugement) à
 et (s'il en est fait mention dans le certificat du
 (lieu de naissance)
 jugement) a été baptisé(e) le
 (jour, mois, année)
 par
 (nom du célébrant)

 (parrain)

 (s'il en est fait mention dans le
 certificat du jugement)

 (marraine)

 (signature)

(sceau)

1969, c. 64, formule 4.

*Dépositaire des registres
de l'état civil.*

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 64 des lois annuelles de 1969, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 47 et 49, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre A-7 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1969 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 64 Chapitre A-7

LOI DE L'ADOPTION LOI SUR L'ADOPTION

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 44	1 - 44	
45		Modification intégrée au c. T-16, a. 114
46 - 47		Omis
48	45	
49		Omis
Annexe	Annexe	
Formules 1 - 4	Formules 1 - 4	

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

